

déploiement de défenses antimissiles balistiques, d'autre part. Dans le contexte plus particulier de la réduction des forces offensives, toutefois, les questions non résolues avaient trait aux missiles mobiles, à l'imposition de nouvelles limites sur les ICBM lourds, aux règles de comptabilisation des ALCM et à la limitation éventuelle du nombre de SLCM. Il restait en outre aux groupes de spécialistes réunis à Genève certains points techniques complexes à régler en matière de vérification.

Au cours de la série de négociations relativement brève qui a commencé en juin pour se terminer au début du mois d'août 1989, il n'y a, pour ainsi dire, eu aucun progrès sur l'une ou l'autre de ces questions clés. Dans la mesure, par conséquent, où il était de plus en plus douteux qu'on parvienne à un accord START, la réunion de Jackson Hole, organisée en septembre dans le Wyoming entre le ministre américain des Affaires étrangères, M. James Baker et son homologue soviétique, M. Édouard Chevardnadze, était d'autant plus déterminante. À l'issue de la rencontre, les deux parties ont estimé que leurs entretiens avaient permis de débloquent la situation, et ils ont confirmé qu'un accord START pourrait être préparé à temps pour la réunion fixée vers le milieu de l'été 1990, à Washington. En ce qui concerne les questions en suspens, le sommet de Jackson Hole a été l'occasion, pour les deux parties, de faire une série de nouvelles propositions et de parvenir à d'autres accords de principe.

### LES MISSILES MOBILES

Depuis le début des négociations START, les États-Unis ont exprimé de très sérieuses réserves quant à la possibilité de vérifier le respect des limites imposées, le cas échéant, au nombre de missiles mobiles, si ces derniers devaient être inclus dans le total global d'ICBM autorisé. Les inquiétudes américaines tenaient essentiellement aux difficultés inhérentes à la localisation et au décompte des missiles mobiles. Ainsi, les missiles montés sur rail, tout comme les mobiles en stock, sont aisément camouflables, et ils sont prêts en peu de temps. En faisant leurs propositions en matière de vérification, les parties en présence ont donc cherché à restreindre les zones de déploiement des missiles mobiles. Elles ont aussi essayé de favoriser la mise en oeuvre des moyens techniques nationaux de vérification. C'est ainsi qu'il a été proposé d'exiger des futurs signataires qu'ils ouvrent leurs abris à des heures prescrites pour permettre l'observation par les satellites de l'autre camp.

Mais les États-Unis, peu convaincus de la fiabilité de pareilles méthodes, ont demandé une interdiction totale des missiles mobiles. Dans le cadre de l'examen stratégique de M. Bush, M. Richard Burt a officiellement présenté une proposition modifiée d'interdiction des missiles mobiles « mirvés » — c'est-à-dire équipés d'ogives multiples indépendamment guidées. Il a fait valoir, en effet, qu'on pouvait dissimuler beaucoup plus d'ogives avec ce type d'armes et se trouver, de ce fait, confronté à un problème de

vérification beaucoup plus important que dans le cas des missiles mobiles à ogive unique.

Si la vérification constitue indubitablement une difficulté technique dans le cas des missiles mobiles, les Soviétiques, comme on pouvait s'y attendre, se sont dits opposés à la solution d'une interdiction complète, puisqu'ils ont déjà amorcé le déploiement de deux nouveaux systèmes — le SS-25 à ogive unique et le SS-24 à huit ogives. De plus, contrairement à ce qui se passe pour les États-Unis, la majorité des ogives soviétiques sont pour l'instant montées sur ICBM fixes, basés au sol, donc vulnérables aux attaques anti-forces de missiles américains extrêmement précis tels que le MX et le Trident D-5. À Jackson Hole, les États-Unis se sont déclarés disposés à retirer leur proposition d'interdiction des missiles mobiles dans le cadre des négociations START si le Congrès acceptait de financer leurs missiles mobiles. Les deux parties ont également convenu de poursuivre leurs travaux sur la question de la vérification d'éventuelles limites imposées sur le nombre de ces missiles.

### LES MISSILES DE CROISIÈRE MER-SOL (SLCM)

Depuis le début des négociations START, les SLCM constituent entre les deux parties l'un des points de dissension les plus importants et l'un des problèmes les plus insolubles. En principe, l'Union soviétique aimerait inclure tous les SLCM portant à plus de 600 km dans le nombre maximum global d'ogives autorisé par le projet de traité START; les États-Unis, quant à eux, proposent d'exclure complètement les SLCM de l'accord, sous prétexte qu'il est impossible de distinguer avec certitude les SLCM nucléarisés des SLCM conventionnels. Les États-Unis envisagent de déployer environ 4 000 SLCM, dont 800 environ pourraient être équipés d'ogives nucléaires. Ils estiment non seulement que le problème de vérification est trop complexe, mais aussi que les propositions soviétiques, préconisant entre autres choses des inspections à bord, visent à limiter l'expansion des forces navales américaines, classiques ou nucléaires.

Avec la déclaration qu'ils ont publiée en 1987 à l'issue du sommet de Washington, les deux parties en présence ont fait un pas timide vers le compromis sur cette question en s'engageant à signer un accord prévoyant une limitation du nombre des SLCM en dehors du plafond de 6 000 ogives. Par la suite, on n'a pas beaucoup progressé sur la question de savoir quelle pourrait être cette limitation, ni sur les modalités de vérification. En juillet 1989, au moment où les deux pays en négociation proposaient divers régimes de vérification, l'Union soviétique a effectué dans la Mer noire une expérience insolite, en coopération avec un groupe privé américain, le *Natural Resources Defense Council* qui avait déjà participé à un programme mixte de surveillance des essais d'armes nucléaires menés par l'URSS. Les scientifiques soviétiques et américains ont mesuré les rayonnements émis par un missile de croisière équipé d'une